



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

Arrêté du **15 FEV. 2022**
portant mise en demeure à la société GRAVIRHIN
de se mettre en conformité avec certaines prescriptions
de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2015
portant autorisation d'exploiter une carrière à Ensisheim (68)

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, livre I, titre VII et notamment son article L.171-8-I ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2015 portant autorisation d'exploiter (renouvellement et extension) à la société GRAVIRHIN une carrière de sable et gravier, une installation de traitement et une installation de transit de matériaux à Ensisheim (68), définies au titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement ;

VU la visite d'inspection du site du 27 janvier 2022 ;

VU le rapport du 28 janvier 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargée de l'inspection des installations classées, transmis à la société GRAVIRHIN le 31 janvier 2022 ;

Considérant que le plan d'exploitation n'a pas été mis à jour depuis près de deux ans, ce qui constitue un non-respect des prescriptions de l'article 8.5.2 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2015 susvisé ;

Considérant que l'absence d'un plan d'exploitation répondant aux exigences de l'article 8.5.1 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2015 susvisé, ne permet pas à l'inspection des installations classées de statuer sur le respect des conditions d'exploitation de la carrière définies notamment aux articles 8.3.1 et 8.3.3 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2015 susvisé dont notamment la profondeur maximale de défrètement à la cote 180 mNGF et le respect des pentes des talus ;

Considérant que l'article 9.2.6 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2015 susvisé impose la réalisation d'une étude acoustique au plus tard avant la fin de l'année 2016 et que cette dernière soit renouvelée tous les cinq ans ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté, lors de sa visite du 27 janvier 2022, l'absence d'étude acoustique réalisée par un organisme qualifié et ce depuis la délivrance de l'autorisation d'exploiter du 10 juillet 2015 ;

Considérant que l'article 8.3.3 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2015 susvisé prévoit la réalisation d'un état précis de la hauteur du toit de la nappe avant la fin du mois de décembre 2017, que cette information est indispensable pour ajuster si nécessaire la hauteur de réalisation de certains aménagements prévus dans ledit arrêté ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté, lors de sa visite du 27 janvier 2022, l'absence de réalisation de l'état précis de la hauteur du toit de la nappe et l'impossibilité en conséquence de se positionner sur la hauteur de réalisation des aménagements mentionnés à l'article 8.3.3 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2015 ;

Considérant que pour réaliser l'état précis de la hauteur du toit de la nappe, il convient de prendre en compte les informations données par les piézomètres en période de hautes eaux puis en période de basses eaux, soit sur une période de 9 à 12 mois ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8-I du code de l'environnement : « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, (...) et activités, l'autorité administrative compétente met l'intéressé de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an » ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société GRAVIRHIN, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 4 route de Munchhouse – 68190 ENSISHEIM, est mise en demeure de se mettre en conformité avec les prescriptions des articles 8.5.1, 8.5.2, 8.3.3 et 9.2.6 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2015 susvisé, pour sa carrière sis lieu-dit « Maschiecke » à ENSISHEIM (68190).

Article 2 : Plan d'exploitation

Au plus tard le 2 mai 2022 et conformément aux prescriptions des articles 8.5.1 et 8.5.2 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2015 susvisé, l'exploitant adresse au préfet le plan d'exploitation actualisé :

Article 8.5.1 – Contenu

« Il est établi, pour la carrière, un plan d'exploitation, à l'échelle 1/1000, orienté. Sur ce plan sont reportés :

- *les dates des levés,*
- *le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées,*
- *les bords de la fouille,*
- *les limites de sécurité définies à l'article 1.5.1,*
- *les installations annexes, les diverses infrastructures (les accès, l'installation de traitement et les tapis, la mare, le bassin d'infiltration des eaux de lavage, les éventuels bassins de décantation des eaux de lavage et des eaux pluviales de ruissellement des voiries et zone de stockage de matériaux, le positionnement de la drague et des bandes transporteuses, la fosse septique, ...),*

- les courbes de niveau (équidistantes, tous les 1 m d'altitude) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés,
- la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique,
- l'emplacement exact du bornage,
- le secteur de la pelouse calcaréo siliceuse,
- les zones dangereuses repérées en application de l'article 8.2.1 et identifiées comme telles sur le plan,
- la position des dispositifs de clôture et autres dispositifs d'interdiction de l'accès aux zones dangereuses,
- l'étendue des zones décapées,
- les emplacements des stockages de déchets inertes (stériles) et de terres de décapage et de découverte,
- les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières,
- l'étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée et celles remises en état,
- les aménagements spécifiques de développement de la biodiversité tels qu'ils sont définis à l'arrêté d'autorisation d'exploiter (article 1-11), aux décisions des dérogations d'espèces susvisées et au plan de remise en état final,
- les voies d'accès et chemins menant à la carrière,
- les piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,
- des coupes (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des talus d'exploitation. »

Article 8.5.2 – Mise à jour

« Le plan est mis à jour au moins une fois par an par une personne ou un organisme compétent pour l'ensemble des éléments visés à l'article 8.5.1, avant le 31 juillet de chaque année, à l'exception des courbes bathymétriques, qui sont mises à jour au moins tous les deux (2) ans. »

Article 3 : Surveillance des niveaux sonores

Au plus tard le 2 mai 2022 et conformément aux prescriptions de l'article 9.2.6 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2015 susvisé, l'exploitant procède à la surveillance des niveaux sonores et transmettra les résultats au préfet :

« Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dès la mise en exploitation de la drague flottante et en tout état de cause avant fin 2016, puis tous les 5 ans, par un organisme ou une personne qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander. »

Article 4 : Étude piézométrique

Au plus tard le 15 janvier 2023 et conformément aux prescriptions de l'article 8.3.3 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2015 susvisé, l'exploitant transmettra au préfet l'état de la hauteur du toit de la nappe et ses propositions sur la révision de la hauteur des aménagements concernés :

« Lors de la mise en eau du fond de la carrière, et sur la base des informations piézométriques semestrielles au droit des puits amont et aval de surveillance de la qualité des eaux

souterraines, un état précis de la hauteur du toit de la nappe sera réalisé et transmis au préfet, avant fin décembre 2017.

Il sera notamment tenu compte de cette information afin de réviser les hauteurs de réalisation de certain des aménagements imposés au présent arrêté d'autorisation d'exploiter, tels que :

- la cote des zones de hauts-fonds,
- la hauteur des dispositifs de protection des zones de petites mares pour le développement du crapaud calamite et du crapaud vert, qui doivent être déconnectées du plan d'eau de la carrière et non impactées en cas de Hautes eaux.

[...] »

Article 5 : En cas de manquement aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions et mesures administratives prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 15 FEV. 2022

Le préfet
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général



Jean-Claude GENEY

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R.421.1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.